

Mission ministérielle des achats

APPEL A COMPETENCES (RFI)
Constitution et gestion opérationnelle de kits sanitaires d'urgence.

Note à l'attention des opérateurs économiques

1. Précisions liminaires :

Le questionnaire joint à la présente note ne constitue ni une consultation, ni un appel d'offres, ni un quelconque engagement des porteurs du projet à lancer ultérieurement une consultation sur l'objet de la demande d'information.

Réciproquement, les réponses au questionnaire ne revêtent aucune valeur contractuelle de la part de leurs auteurs.

2. Objet et contexte de la demande :

La présente demande de réponses au questionnaire se place dans le cadre d'analyses préliminaires conduites par la Mission ministérielle des achats et le Centre de Crise et de soutien (CDCS).

Le CDCS du MEAE agit d'une part dans le cadre de l'action humanitaire d'urgence de la France et d'autre part pour la sécurité des communautés françaises à l'étranger. Dans le cadre de ses missions, le CDCS doit être en mesure de mobiliser et projeter du matériel médical en urgence et en planification à son profit mais aussi pour ses partenaires et emprises.

La demande d'information a pour objet d'identifier les opérateurs économiques susceptibles de répondre aux besoins, les solutions proposées et de déterminer des conditions générales de réalisation du projet.

Mission ministérielle des achats

3. Périmètre et durée du projet :

L'accord-cadre est conclu au bénéfice du Ministère de l'Europe et des affaires étrangères (MEAE) et s'étendrait sur une durée de 4 ans.

4. Présentation générale du projet :

La présente demande d'informations est un appel à compétences concernant la « **constitution et gestion opérationnelle de kits sanitaires d'urgence** ».

A titre indicatif, l'étendue des prestations est le suivant :

- Fournir des produits de santé et des biomédicaux y compris des médicaments ;
- Constituer des kits sanitaires d'urgence (acquisition, préparation, conditionnement, dont en froid dirigé) ;
- Maintien des kits en conditions opérationnelles
- Effectuer le suivi pharmaceutique (dates de péremption, renouvellement et retraits des médicaments), d'assurer les éventuelles conditions particulières de stockage (températures, législation des produits de santé), d'entretenir et maintenir en conditions opérationnelles le matériel biomédical (mise en charge des appareils électriques, gestion des tests nécessaires, vérifications, maintenance biomédicale) ;
- Stocker les kits au moyen d'outils et moyens logistiques dédiés et dans un lieu accessible dans un délai maximal de deux heures par voie routière depuis Paris ;

Mission ministérielle des achats

- Assurer la livraison l'accessibilité ou la mise à disposition de manière programmée ou en urgence 24/7 au profit du CDCS et en Ile de France (sites du MEAE à Paris et à Chatillon, plateformes de stockage en IDF (Ile-de-France) et aéroports parisiens notamment.

5. Protection des informations communiquées :

L'exploitation des réponses est réalisée par la mission ministérielle des achats du MEAE. Les informations sont portées à la seule connaissance des membres du projet.

6. Modalités de correspondance et de remise des réponses :

Les opérateurs économiques intéressés transmettent leur réponse au questionnaire par courrier électronique via PLACE au plus tard le **17 mars 2025 à 12h00** (heure de Paris) :

<https://www.marches-publics.gouv.fr/?page=Entreprise.EntrepriseAdvancedSearch&searchAnnCons&keyWord=kit&categorie=3&localisations=75>

Les opérateurs peuvent compléter le support de réponse fourni dans le présent dossier s'ils le souhaitent (PowerPoint de présentation par exemple).

- **Contenu des dossiers de réponse :**

Les réponses au questionnaire peuvent être présentées directement en complétant le document « support de réponse », joint à la présente note. Les opérateurs économiques peuvent compléter leur réponse en portant à l'attention de l'administration toute information qu'ils jugeraient utile.

- **Demande de précisions et remise des dossiers de réponses :**

Les opérateurs économiques peuvent demander des précisions sur la demande d'informations. La demande de précisions doit être adressée par courrier électronique via la PLACE.

Mission ministérielle des achats

7. Calendrier :

Dans le cadre des analyses préalables, les opérateurs économiques sont informés que des échanges par écrit ou des entretiens téléphoniques peuvent être organisés.

La consultation est susceptible d'être publiée sur la plateforme des achats de l'État (PLACE) au cours du deuxième trimestre de l'année 2025.